



HAL
open science

Inégalités écologiques, croissance "verte" et utopies technocratiques

Jean-Paul Gaudillière, Fabrice Flipo

► **To cite this version:**

Jean-Paul Gaudillière, Fabrice Flipo. Inégalités écologiques, croissance "verte" et utopies technocratiques. *Mouvements: des idées et des luttes*, 2009, 60, pp.77-91. 10.3917/mouv.060.0077. hal-00957960

HAL Id: hal-00957960

<https://hal.science/hal-00957960v1>

Submitted on 11 Mar 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Inégalités écologiques, croissance « verte » et utopies techniques

Jean-Paul Gaudillière et Fabrice Flipo

Grenelle de l'environnement, succès aux élections européennes, invitation des leaders écologistes à l'Élysée, débat (difficile) sur une loi créant une taxe carbone... L'écologie politique semble avoir gagné un statut nouveau sur la scène politique française. La crise écologique et la dégradation de notre environnement ont apparemment cessé d'exister comme cette chose dont il faut parler en fin de discours pour faire bonne mesure pour devenir un enjeu à propos duquel il est bon réfléchir, voire même d'inventer des événements.

Cette nouvelle donne doit beaucoup à la conjonction des deux crises : la crise climatique et la crise financière. La visibilité de la première tient bien sûr à l'agenda des négociations internationales, aux discussions sur l'après Kyoto. Au-delà de la conjoncture, en matière de climat, tous les signaux sont au rouge. Les organisations internationales, du GIEC aux grandes ONG environnementales en passant par le PNUD, multiplient les mises en garde sur l'accélération du réchauffement, sur l'ampleur de ses effets à relativement court terme, sur la vulnérabilité phénoménale des pays d'Afrique, d'Asie du Sud et d'Amérique Latine, sur les inégalités que celui-ci va créer ou renforcer. Parallèlement, les médias européens et nord-américains relaient désormais le consensus des experts du climat sur la réalité du phénomène et font largement écho à la fonte des calottes glaciaires, aux migrations d'espèces ou encore aux nouvelles "guerres" de l'eau. Parallèlement, l'éclatement de la crise financière a rouvert un espace pour discuter des changements du capitalisme, du fonctionnement des marchés financiers, du déplacement de pouvoir vers l'actionariat et les places boursières, des défauts de "l'auto-régulation" des marchés et du même coup signé le retour en grâce de l'intervention publique, ne serait-ce que pour sauver les banques et assurer la pérennité d'un régime d'accumulation (un peu) amendé.

A gauche, cette conjonction des deux crises a paradoxalement des effets délétères. En rendant la question écologique plus visible et urgente, elle rend encore plus patente la difficulté à proposer des réponses autre que cosmétiques. La vivacité et surtout la nature des dénonciations venant tant du parti socialiste que de la gauche de la gauche d'un projet de taxe carbone présenté comme "anti-sociale" alors qu'il s'agit au contraire de le configurer pour en faire un outil liant redistribution et changement des façons de produire est un bien triste révélateur.

La nouvelle donne sur la sortie de crise "verte" ou le New Deal du même nom (REF) n'est pourtant pas qu'un simple effet de médias découvrant ces exotiques décroissants du midi de la France. Bénéficiant des acquis de l'expertise économique-climatique poursuivie depuis une dizaine d'années dans et autour du GIEC et des institutions en charge des politiques énergétiques, les propositions – voire les scénarios - liant réponse à la crise financière, re-régulation et investissements écologiques massifs tendent à faire référence, y compris du côté de la présidence américaine. Les registres varient, depuis la simple mise en avant d'un recours significatifs aux sources d'énergie renouvelables dans le "bouquet" de production

électrique jusqu'à des argumentations plus fondamentales sur la nécessité d'une politique écologique globale faisant intervenir des transferts importants de ressources vers les pays du Sud. Dans un ouvrage récent, Lester Brown évoquait ainsi la perspective d'une "éco-écologie" fondée non seulement sur des outils de régulation nouveaux destinés à prendre en compte inégalités et contraintes environnementales dans nos comptabilités économiques mais aussi sur un recours massif à l'innovation technique conçue comme principal vecteur de la transformation des pratiques de production. (REF) Ce "keynesianisme" vert peut-être tentant, ne serait-ce que pour faire converger écologie et critique sociale, ne serait-ce pour donner une place à la question des inégalités écologiques à gauche et au sein la mouvance environnementale. Encore faudrait-il que la convergence ne se limite pas à l'idée d'une croissance "verte" permettant de faire l'économie d'une remise en cause du productivisme, de la course à la consommation et de la rationalité économique dominante par l'invention technique et l'expertise... Autrement encore faudrait-il penser la sortie du capitalisme et plus généralement de l'économie de croissance. Jamais la sortie du capitalisme ne s'est posée avec autant d'acuité, et pourtant jamais n'avons-nous été si loin de disposer d'un modèle alternatif, l'opposant historique ayant été défait en laissant derrière lui une myriade de courants divers que n'unit plus que la dénonciation. Faut-il désespérer? Non point, l'urgence est de remettre le travail sur le métier et d'oser penser au-delà des figures de styles convenues.

1. La montée de l'éco-efficacité ou le rêve d'une convergence par le calcul.

Le cas climatique est exemplaire à bien des égards. Parmi tous les acteurs institutionnels du débat climatique, le gouvernement allemand est l'un de ceux qui affiche des objectifs ambitieux, au moins tant qu'ils n'entrent pas en conflit avec la façon dont les industriels locaux de l'automobile comprennent leurs intérêts. Il est à le seul pays européen à avoir adopté un projet de réduction de 50 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020 dont le moteur essentiel n'est pas la substitution du gaz et du pétrole par le nucléaire mais une diminution massive des consommations par le biais d'une efficacité accrue des usages de l'énergie (deux tiers dans le cadre de la production industrielle, un tiers dans le cadre des usages et consommations domestiques). (REF)

Un des effets de l'acceptation du changement climatique comme un phénomène réel exigeant d'importantes adaptations de l'économie mondiale a non seulement été de multiplier les scénarios énergétiques mais aussi, depuis peu, de voir apparaître une convergence entre ceux émanant des Etats, des organisations internationales du système ONU et de certaines ONG très engagées dans l'expertise alternative. Le scénario officiel du gouvernement allemand est ainsi très proche des propositions du collectif d'experts « Negawatt » réunis à l'initiative d'associations françaises essayant de convaincre qu'il y a une alternative réaliste à la politique nucléaire d'EDF, une alternative qui impose d'en finir avec les mauvais usages de l'énergie mais pas avec les consommations finales ou du moins de façon acceptables par la majorité de la population. (REF)

La plupart de ces scénarios reposent sur deux idées forces de l'éco-écologie. La première est la chasse au « gaspi » autrement dit une prise en considération du fait que la façon dont est aujourd'hui organisée la production et la distribution de biens repose sur de très profondes irrationalités écologiques : depuis la priorité à l'automobile individuelle à la généralisation de l'agriculture d'exportation en passant par le non-recyclage de vastes quantités de matières. La seconde est l'idée que ces

gaspillages sont entretenus voire créé par les régulations marchandes aujourd'hui dominantes et les signaux prix qui les caractérisent. Dans cette perspective d'efficacité, notre économie est une économie productiviste et peu "économe" puisqu'elle ne prend en compte aucun des effets de long terme des activités humaines et de leurs coûts en termes de destruction de la nature et de l'environnement. Notre appareil productif est aussi un appareil destructif qui consomme sans contrepartie nombre des biens que la nature a lentement accumulés. Et cela dans la plus parfaite indifférence puisque le fait est rendu totalement invisible au consommateur. Le paradigme du recours aux sources d'énergie fossiles tient dans ce constat : les coûts réels sont cachés, les externalités négatives ne sont pas prises en compte. La conjonction de ces deux idées est à l'origine d'une réponse essentielle de la nouvelle économie "durable", de la promesse d'un New Deal vert : il faut compter autrement pour pouvoir réguler plus efficacement, pour pouvoir prendre en compte les biens écologiques et respecter les droits dont chacun dispose à ce sujet, en vertu du principe de *res communis* (propriété collective des dons de la nature) qui a été établi par Grotius, Locke, Kant et l'école du droit naturel. Autrement dit ce qui est en cours est une sorte de réouverture des enclosures.

Compter autrement ne veut pas simplement dire remettre en cause l'usage du sacrosaint PIB comme indicateur d'efficacité économique, de progrès et de comparaison entre pays. La notion d'éco-efficacité vise bien plus que la production d'indicateurs adéquats à la comptabilité des inégalités, du bien-être social ou de "l'empreinte écologique". Elle est par exemple au cœur du scénario Negawatt qui nous dit que nous pouvons maintenir le niveau de vie actuel avec deux fois moins d'énergie, en divisant par cinq les émissions de GES et en sortant du nucléaire. Dans cette perspective la sortie de crise « verte » de même que la conversion à de nouvelles régulations repose sur de nouvelles formes d'allocation des ressources et d'optimisation de leurs usage qui visent à prendre en compte et donner un prix aux effets de nos productions et consommations sur les écosystèmes, à l'empreinte écologique plus ou moins « lourde » des biens et services mis sur le marché ou produits dans un contexte de service public. Cette comptabilité peut être réalisée en monnaie ou en matière. Dans les deux cas, elle suppose la possibilité d'une forme de rationalité (de compte) dont les résultats s'imposeraient à tous du fait même de leur capacité à prendre en compte les contraintes objectives et c'est là où le bas blesse.

L'archétype de ce nouveau calcul éco-écologique est la mise en place (fort controversée) du marché du carbone. L'enjeu d'importance est moins ici la question du droit à polluer pour les "riches" (on achète des tonnes des droits d'émission de CO₂ pour continuer à produire comme avant) pris pour cible par la critique de gauche que celle de la nature politique de l'outil de régulation ainsi imaginé par les experts et la commission européenne. Le pari du recours aux échanges marchands était de donner une valeur (un prix) de marché au carbone de façon à contraindre les grands utilisateurs à l'économie à payer pour l'utiliser - et ainsi à décourager l'émission de pollution. Alors que la plupart des experts situent le niveau minimum d'un prix dissuasif autour de 100 euros la tonne, le marché européen du carbone a toujours opéré très en-deçà de ce seuil et s'est même effondré à moins de dix euros la tonne de carbone en 2007. Le marché des permis d'émission est un système qui n'a imposé aucune internalisation des coûts écologiques et favorisé aucune économie d'énergie. Et cela non pas parce qu'on a marchandisé mais parce qu'il s'agit d'un pseudo-marché sans « offreurs » et sans « demandeurs », un "marché" totalement politique où les quantités sont fixées par les autorités de régulation, sur la base de coûts anticipés par des modèles économétriques. Autrement dit le mécanisme de marché n'a été accepté que parce qu'il revenait à établir des coûts

complètement prévisibles pour les acteurs. Or pour faciliter la transition les autorités ont toujours accepté de fixer des quotas qui ne pénalisaient pas les entreprises... Difficile ensuite de s'étonner de l'absence de compétition et de pression à la hausse des prix. Ce qui est sûr est que dans ces conditions la différence avec la taxe tient de la discussion sur le sexe des anges.

L'erreur de départ de tout ce mécanisme est double. Avoir institué "le carbone" comme pseudo-marchandise c'est d'une part avoir oublié que c'est un déchet et non un bien, et que dans ces conditions il ne saurait être question de lui appliquer les principes de l'économie des biens et services, d'autre part avoir généré une usine à gaz (sans jeu de mots) en cherchant à comptabiliser avec certitude une substance dont la traçabilité est très difficile à établir car c'est un gaz inodore et invisible qui entre dans la composition de tout ce qui est autour de nous. Il eût été infiniment plus simple de partir de la comptabilité énergétique qui disponible, sachant que l'enjeu premier est la sobriété et non la décarbonisation, toutes les études attestant des difficultés quasi-insurmontables qui se présentent sur le chemin d'un simple remplacement des énergies carbonées par d'autres énergies. Les renouvelables sont en effet très très loin de pouvoir remplacer le fossile, et cela avant longtemps, et très certainement jamais aux niveaux de consommation qui sont les nôtres aujourd'hui.

En matière de consommation d'énergie l'équation devient relativement simple. De nombreux pays dont l'Inde ont une tarification de l'énergie en fonction de la quantité consommée, qui fonctionne par "tranches" progressives un peu comme notre impôt sur le revenu: si vous consommez une unité, vous payez un prix donné, si vous en consommez deux, vous payez trois fois plus¹. On peut facilement imaginer d'autres paliers. Très récemment les gros consommateurs indiens se sont vus imposer une hausse de leur prix du kWh de... 45%! Contre zéro pour les petits. C'est simple, efficace et ça ne nécessite pas de bureaucratie supplémentaire.

Autrement dit, les enjeux de ces calculs ne sont pas purement écologiques au sens technique, ils sont toujours aussi politiques et sociaux, favorable ou non à la réduction des inégalités, de la démocratie, à la prise en compte de certains intérêts et pas d'autres, à la perpétuation ou non des rapports de dominations. De ce point de vue, la réification des outils tend – comme dans le cas du marché européen du carbone – à obscurcir les choix. Plus la quête d'une optimisation écologique fondée sur la comptabilité des "externalités négatives" par la généralisation de prix des biens et des dommages environnementaux entretient souvent d'étroites parentés avec la fiction de l'acteur rationnel égoïste mais utilitariste de l'économie politique libérale. La recherche d'un "optimum" passe alors par une réduction des actions et des intérêts au jeu des échanges marchands entre des acteurs individuels en compétition dont on peut moduler le comportement si "on" choisit les bonnes incitations. Que cela contribue à évacuer la question des inégalités sous-jacentes ou créées par ces incitations n'est guère surprenant.

Ceci n'est évidemment pas intrinsèque au recours aux indicateurs et outils économiques. La discussion française sur la taxe carbone et les expertises qui l'ont nourrie ont – au contraire – largement porté sur les conséquences sociales, les effets de redistribution et l'impact sur l'économie globale de la nouvelle contribution. Jusqu'à en noyer la signification. La quête d'une solution indolore augurant du miracle de la croissance "verte" combinée à la vulgate de l'économie politique néolibérale (sous la forme du "pas question d'augmenter les prélèvements obligatoires") ont progressivement conduit à des options réduisant fortement l'impact de la taxe

¹ http://india.gov.in/outerwin.php?id=http://chandigarh.gov.in/engg_web/pages/elex.htm

carbone sur les consommations énergétiques : exemption des industries bénéficiant des permis européens (gratuits), montant très bas, abandon d'une affectation de son produit à l'investissement écologique, compensation intégrale pour tous. Vu de gauche le bilan n'est pas beaucoup plus favorable à une convergence éco-socialiste puisque la critique du caractère "anti-social" de la taxe carbone n'a pas eu pour effet de nourrir la réflexion sur des modalités de compensation alliant réforme fiscale, redistribution et soutien à des formes alternatives de consommation énergétique (par exemple une combinaison d'aides à la rénovation ET à l'usage des transports collectifs ou à l'accès au logement dans les zones bien desservies en commerces, écoles etc.) mais à faire de la taxe carbone un outil pour stimuler croissance et consommation soit par une réduction des charges salariales soit la distribution de chèques "verts" au bénéfice des classes moyennes et populaires. Dans cette version, les investissements dits "verts" ne se différencient en rien du très classique keynésianisme social basé sur la redistribution des fruits de la croissance et les politiques contra-cycliques dont les effets de "durabilité" sont encore à prouver puisqu'elles n'ont fait jusqu'ici que socialiser les risques... pour leur permettre de grandir.

Mais l'éco-efficacité ne se décline pas seulement en revendications de monétarisation des coûts écologiques. Elle opère aussi à partir de comptabilités "matière" qui posent des questions spécifiques mais rejoignent les apories du prix du carbone en ce qu'elles tendent à transformer des rapports de pouvoir en questions justiciables d'une expertise et d'une optimisation technique. On ne compte désormais plus seulement en euros mais aussi en kilogrammes de CO₂ ou de déchets toxiques. Issue de l'étude des écosystèmes, la pratique des analyses de cycle-matière devenues éco-bilans et « analyses de cycle de vie » (ACV) tend ainsi à se répandre pour « quantifier les flux de matière et d'énergie entrant et sortant aux frontières d'un système représentatif du cycle de vie d'un produit ou d'un service » (REF). Du point de vue de l'éco-efficacité, l'objectif est d'objectiver les solutions les plus efficaces pour ensuite définir les incitations favorables à leur généralisation. Malheureusement, cette évidence s'obscurcit dès qu'on remet les ACV en contexte.

Les ACV basent par exemple souvent leurs comparaisons sur des unités fonctionnelles (reprendre FF page 4-5) **yes colle svp qu'on y voie clair**

L'enjeu n'est pas ici l'inutilité intrinsèque des indicateurs. Au contraire : avec toutes leurs limites, l'invention d'indicateurs "alternatifs" au PIB en particulier l'indice de développement humain de l'ONU ou l'empreinte écologique ont beaucoup fait pour rendre visible non seulement la crise écologique mais ses dimensions inégalitaires. L'enjeu est - comme le pseudo-marché du carbone - de ne pas prendre l'arbre pour la forêt, d'inscrire les indicateurs dans une démarche d'économie politique qui ne réifie pas l'outil pour en faire une boîte-noire masquant les multiples choix et décisions concernant qui bénéficie de quoi et pour quoi faire.

2. La société dématérialisée ou le rêve d'une sortie de crise par l'innovation.

La comptabilité et l'internalisation des coûts écologiques ne sont pas les seules pistes d'une sortie de crise « verte ». L'ampleur des conséquences du réchauffement climatique ont en particulier contribué à l'émergence d'un discours parallèle et complémentaire centré sur le recours aux innovations. La forme caricaturale de ces utopies technologiques est le rêve d'une neutralisation du

changement climatique grâce aux technologies (futures) de séquestration du CO₂ par stockage souterrain, par ensemencement des océans en fer pour favoriser la croissance du phytoplancton ou encore de réduction du rayonnement solaire par injections de soufre dans l'atmosphère. (REF)

La discussion sur l'économie « hydrogène » est d'une autre teneur que ces « RANAP » (recherches appliquées non applicables). Elle est conçue par nombre d'éco-écologistes (J. Rifkin, L. Brown) comme une alternative à l'économie « carbone » basée sur l'utilisation des sources d'énergies fossiles. Dans les scénarios « hydrogène » le recours à l'électricité devient général, y compris pour préserver le transport automobile individuel. Les moteurs à combustion classique seraient à terme remplacés par des systèmes de traction faisant appel à la combustion de l'hydrogène pour produire de l'eau. Pour obtenir ce carburant hydrogène il n'existe pas de perspective autre que sa production par hydrolyse à partir de l'eau. Toute la question devient alors celle des sources de cette électricité permettant d'échapper à une pure tautologie matérielle. Le nucléaire étant écarté comme recours principal, il ne reste que la mise au point de cellules énergétiques permettant à la fois d'améliorer considérablement le rendement des dispositifs solaires et d'en généraliser l'usage. (REF Rifkin) Les scénarios « hydrogène » sont le plus souvent critiqués comme illustrations d'une économie de la promesse c'est-à-dire faisant appel à des innovations qui sont non seulement encore à venir mais dont les principes mêmes sont problématiques et qui pourraient bien connaître le sort de la fusion nucléaire ou des thérapies géniques. Mais le principal problème de ces scénarios est politique : à savoir de proposer une sortie de crise par investissements massifs dans la recherche et l'innovation, dans les technologies vertes de façon à contourner la question de l'empreinte écologique globale, du niveau et des formes de nos activités de consommation. Les utopies énergétiques ont ainsi été largement mobilisées dans les négociations climatiques pour relativiser voire remettre en cause l'idée selon laquelle limiter le réchauffement à deux degrés suppose une réduction des émissions par rapport à leur niveau de 1990 et donc une réduction de la consommation énergétique.

Une autre forme, plus radicale, du recours à l'innovation comme moteur de la reconversion économique « verte » est l'idée d'une dématérialisation croissante de la production. L'« autre » croissance s'appuierait sur la substitution des emplois de service aux emplois de production matérielle. La société « tertiarisée » serait ainsi de façon quasi-naturelle une société à durable car beaucoup moins gourmande en biens. Le problème est que cette tertiarisation – déjà bien avancée en Europe et aux Etats-Unis - n'a jusqu'ici impliqué aucune réduction de l'empreinte écologique. Plus de professeurs, d'assistantes maternelles, de spécialistes du « care » et de l'aide aux personnes ne veut pas nécessairement dire moins de production matérielle. Au contraire, dans une société productiviste cela peut vouloir dire plus de travailleurs du tertiaire avec plus de voitures, habitant dans des maisons plus grandes dans des banlieues pavillonnaires lointaines. Les bilans des trente dernières années sont clairs : la tertiarisation des sociétés « européennes » n'a pas entraîné une réduction de leur empreinte écologique. Non seulement globalement parce que les activités productives ont été délocalisées vers les pays « émergents » mais aussi parce que leur consommation spécifique ont continué à augmenter avec seulement des effets de substitution : les biens électroniques et « informationnels » remplaçant les biens mécaniques.

Plus fondamentalement, la perspective de dématérialisation est une forme renouvelée du pari sur les conséquences sociales des hausses de productivité qui était déjà au cœur de la dialectique entre forces productives et rapports de production caractéristique du marxisme classique et de sa croyance en l'équation

science = technique = progrès - et inversement critique de la technique = irrationalisme = obscurantisme et retour à l'âge de pierre. Le fonds commun est ce schéma selon lequel l'innovation technologique augmente de façon radicale la productivité, libère du temps et économise les matières. A terme l'automatisation, la miniaturisation, le recours massif aux NTIC seraient les vecteurs d'une sortie des logiques productivistes de l'accumulation. C'est cette thèse que l'on retrouve par exemple dans les discussions sur le capitalisme informationnel auxquelles l'éclatement de la crise financière ont redonné une certaine actualité.

(reprendre ici JPG dans n° besoins pour présentation un peu plus développée ?)

En son temps Illich avait longuement insisté sur l'absence de miracle technologique : toute innovation a son prix, ses conséquences négatives, ses externalités négatives. De plus dans une société productiviste les scénarios économes peuvent facilement se retourner en leur contraire comme en témoigné l'histoire de l'automobile – instrument pour gagner du temps et de la mobilité qui nous a amené à en perdre – ou même de certains médicaments – sources d'effets indésirables voire de nouvelles pathologies. L'infrastructure numérique supposément dématérialisée et propre est ainsi devenue une source majeure de dégâts écologiques, consommant 5 à 10 % de la facture énergétique des pays développés et produisant des millions de tonnes de déchets - qui vont croissant (Flipo & al. 2007).

Le problème tient ici au caractère très relatif si ce n'est fallacieux de la dématérialisation. Le capitalisme « informationnel » a délocalisé les productions. Il ne les a pas supprimées, au contraire leur niveau a considérablement augmenté. Ceci est évidemment vrai c'est aussi vrai des productions « numériques » qui font la fortune (relative) de la Chine ou de l'Inde mais c'est aussi le cas des productions classiques (les automobiles sont produites en Amérique Latine, en Europe Centrale ou en Asie mais on en a jamais produit autant et la ville-voiture s'étend aux grandes cités du Sud). La mondialisation des dernières décennies a radicalement changé la division internationale du travail. Nous sommes devenus des pays hébergeant les holdings et dirigeants d'entreprises, les centres de recherche et d'innovation, accumulant la valeur ajoutée et usant les produits venant des « ateliers » délocalisés et délocalisables. Non seulement – contrairement à la formule de la croissance dématérialisée donc verte - les gains de productivité ont été obtenus par des coûts écologiques croissants, mais ils l'ont été aussi au prix d'inégalités sociales et mondiales croissantes.

3. Repenser l'économie des besoins : décroissance sélective, inégalités et rapports Nord-Sud.

La sobriété est donc indispensable. Mais contrairement à ce qu'une partie de la littérature éco-écologique laisse parfois entendre, en s'indignant - souvent à raison - de la consommation de tel ou tel appareil ("*Nous demandons solennellement, dans le seul but d'éviter le pire à la Planète, que les écrans de 15", voire moins, soient remis sur le marché*")², son caractère indispensable n'est pas une donnée technique. Ce n'est pas le résultat inévitable de la seconde loi de la thermodynamique, l'effet du caractère physiquement limité des ressources naturelles, la traduction de principes écologiques rendant scientifiquement impossible la croissance illimitée. Un changement radical de nos façons de produire et de consommer conduisant à réduire nos prélèvements sur la nature est indispensable au sens éco-politique. Seule la sobriété peut répondre à l'effet "rebond" mis en exergue par les économistes. Celui qui fait que dans un système

² Citation extraite du rapport Ademe/Enertech REMODECE sur les TIC p57

valorisant toute production et toute consommation matérielle comme bonnes et témoignant de la capacité des personnes à vivre bien, les économies réalisées ici se traduisent là par de nouvelles dépenses. Les voitures consomment moins mais roulent plus, les maisons sont moins énergivores mais elles sont individuelles et plus grandes, etc. Consommer mieux signifie consommer moins. Le fait de ne pas reconnaître cette équation est le talon d'Achille des propositions de New Deal vert. L'enjeu de la sobriété est un enjeu majeur, y compris sur un plan "purement" politique car en l'absence de sobriété la montée des conflits touchant à l'accès et aux usages des ressources pourraient bien menacer nombre des acquis de la démocratie - sociale ou tout court.

Le grand mérite de la notion de décroissance est d'insister sur cette composante d'une politique écologiste conséquente et sur la difficulté à la rendre légitime dans une perspective de convergence avec la critique sociale. Les "dé-croissantistes" utilisent le terme pour évoquer un changement de valeurs, un changement radical du point de vue porté sur nos économies pour pouvoir penser hors de la croissance. Mais il s'agit aussi de pointer moins des outils techniques à tout faire qu'une série de mesures destinées à incarner ou mettre en œuvre des priorités nouvelles, des mesures organisant la rupture avec le cercle vicieux production élargie - consommation pour « redistribuer, relocaliser, réutiliser » (REF).

Le grand problème d'un tel renversement est le comment de son avènement, les modalités de construction d'un rapport de forces politique rendant acceptables en démocratie des "taxes écologiques" radicales. (REF) Pour cela, la convergence éco-socialiste doit fonctionner dans les deux sens. La sobriété d'une éco-économie est inimaginable, c'est-à-dire illégitime et socialement inacceptable, si les politiques qui la portent ne sont pas capables d'une part d'élargir la question de l'emploi à celle du travail et du sens et d'autre part – et c'est ce qui nous occupe ici - de faire avancer l'égalité, de répondre à la question des inégalités, de leur creusement, y compris lorsque celui-ci est le fait de mesures écologiques.

Le problème est d'une acuité particulière lorsqu'il s'agit des pays du Sud, de leur place dans la distribution des richesses mondiales et surtout de la situation faite à leurs habitants les plus pauvres. L'impasse de la gauche est de sans cesse oublier que si l'on admet (ce qui est grossier mais pratique et de toute manière vrai sur le long terme) que le revenu est proportionnel à l'empreinte écologique, le SMIC représente 50 % de l'empreinte moyenne française laquelle correspond à l'équivalent de trois planètes ! L'erreur symétrique – fréquente chez les décroissantistes - consiste à oublier que si l'empreinte écologique d'un Africain n'est qu'une fraction de celle d'un Américain mais aussi que nombre des besoins dont personne ne viendrait contester le caractère essentiel (ce qui ne préjuge absolument de leur nature biologique ou physiologique comme en témoigne la question de l'accès à l'information) ont été totalement négligés par la société de croissance. En dépit de la réussite industrielle et commerciale récente de quelques pays émergents dont l'Inde, la Chine et le Brésil les inégalités sociales et écologiques "Nord-Sud" restent tout aussi massives et brutales que durant les Trente Glorieuses lorsque la dénonciation de "l'échange inégal" et du "pillage des ressources" appartenaient au discours de base de la gauche. La conjonction entre crise écologique globale et mondialisation néo-libérale a renforcé l'inégalité pour rendre les populations d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine encore plus vulnérables. Les inégalités écologiques conjuguent ainsi une exposition accrue aux pollutions du fait des conditions de l'industrialisation et du transfert des déchets venus du Nord ; l'exportation massive des ressources naturelles conduisant à leur disparition rapide ; un accès restreint aux ressources de base, alimentaire comprises ; une sensibilité particulière aux effets du réchauffement climatique. Ce dernier enjeu est ainsi

devenue l'étalon à partir duquel sont ré-évalués d'anciennes questions comme les questions de production agricole ou d'accès à une eau de qualité. La discussion sur les effets de la révolution verte et ses alternatives est un bon exemple de la complexité du problème. Au risque du schématisme, on peut dire que si la mobilisation technologique de la modernisation agricole des années 60 et 70 (monoculture, engrais, irrigation, semences industrielles génétiquement sélectionnées) a, pour les cultures commerciales, permis une augmentation des quantités produites, elle l'a fait au prix d'une réduction drastique de la diversité des cultures et de l'autonomie des communautés, jetant des millions de paysans dans les bidonvilles; elle l'a fait aussi au prix d'une fragilisation des systèmes de production que ce soit du fait de la sensibilité aux aléas techniques (sensibilité des espèces à haut rendement, développement des résistances aux pesticides, etc) ou des aléas financiers (effondrement des prix à l'exportation). C'est ainsi que dans un contexte de changement climatique marqué par la fonte des couvertures glaciaires, le changement du régime des précipitations en zone tropicale et sub-tropicale, l'agriculture irriguée qui a – par exemple – fait le succès de la production indienne de riz est directement menacée. (REF) Quelles que soient leurs limites les cartes de vulnérabilité au changement climatique produites par les agences de l'ONU ou les cabinets d'experts spécialisés (Maplecroft) sont sans ambiguïtés. (REF) Parallèlement, des formes nouvelles de domination émergent dans le contexte des politiques écologiques globales par exemple en matière de conservation, de création de réserves ou de lutte contre la destruction de la forêt tropicale primaire. (REF)

Ce constat justifie totalement l'idée d'une décroissance sélective entre Nord et Sud pour assurer non seulement une redistribution significative des biens et moyens d'activité mais aussi prendre au sérieux les besoins "négligés", mettre en œuvre un autre « développement » au sens d'invention et de mise à disposition de biens spécifiques.

La critique du développement tel que les politiques des Trente Glorieuses l'ont mise en œuvre n'est plus à faire. Les réalignements de la mondialisation néo-libérale se sont chargés de tordre le cou aux interventions massives de l'Etat, aux grands projets, aux investissements dans les infrastructures (énergie, routes, irrigation, etc) comme moteurs de l'essor économique. Cette critique a d'ailleurs largement bénéficié de la critique des Etats-nations du Sud, de leurs grands projets bureaucratiques et de leur corruption. La mondialisation néo-libérale a aidé l'émergence d'un discours mettant en avant besoins locaux, usage raisonné des ressources et accès aux marchés. Même la Banque Mondiale s'est aujourd'hui convertie à des formes d'intervention et un discours qui conjuguent exportations et marchés locaux, respect des cultures indigènes et mondialisation des normes, investissements nationaux et évaluation environnementale. (REF) Face à la fin du développement et aux tournants « durables » des acteurs de la mondialisation la seule mise en avant du respect de la nature et des bienfaits de la relocalisation n'est donc pas sans ambiguïté et conflits. Surtout elle ne peut à elle seule donner des réponses à la question des besoins négligés et fonder une économie politique "écologique" attractive pour ceux qui doivent en priorité la concrétiser.

On en prendra ici pour indicateur non pas les négociations climatiques (voir Dahan dans ce numéro) mais les enjeux sanitaires. Ceux-ci sont en effet révélateurs de pratiques de remise en cause de l'économie politique néo-libérale et d'innovation "alternative" portées par les acteurs du Sud. La question de l'accès aux anti-rétroviraux du Sida a été largement médiatisée. Elle a joué un rôle décisif en ce qu'elle a non seulement re-posé la question de la propriété intellectuelle, du système des brevets de médicament généralisé par l'OMC mais significativement changé les normes d'action. Les accords de Doha ont effet sanctionné une règle d'exception au système

des brevets pour urgence de santé publique permettant – avec certaines restrictions - aux pays fortement touchés par l'épidémie de suspendre les brevets et d'engager la production de tri-thérapies génériques. Le Brésil a profité de cet "accès" facilité de façon particulièrement intéressante en combinant production publique de générique, distribution gratuite et mise en place d'une infrastructure de recherche fondée sur la copie. (REF) Cette dernière est aujourd'hui au cœur de tentatives pour étendre le même type de politique publique offensive à d'autres pathologies, voire – et là est toute l'ambiguïté de la situation – pour partir à la conquête des marchés du Nord comme dans le cas de la production d'anti-cancéreux. L'invention par la copie n'est pas la seule forme d'innovation sanitaire rendue possible par la fin du "développementisme" et de la quête obsessionnelle des transferts de technologies. Les usages des plantes médicinales dans les médecines traditionnelles sont ainsi devenues la cible d'interventions contradictoires associées à la valorisation des ressources végétales et la conservation de la biodiversité. Celles-ci visent aujourd'hui soit (comme dans les dispositifs de bioprospection montés par quelques grandes firmes) à trouver de nouvelles molécules qui seront isolées, produites et utilisées aux Etats-Unis ou en Europe ; soit (comme dans les activités d'ONG et de firmes indiennes ou chinoises) à "scientificiser" et généraliser des moyens et formes de prise en charge des maladies tropicales différente du paradigme biomédical identifiant la médecine à la distribution de chimiothérapies. (REF)

4. Prendre au mot le keynesianisme vert pour aborder les vrais enjeux.

Dans *Eco-economy*, le livre évoqué en introduction à cet article, L. Brown propose une stratégie économique de prise en compte des contraintes écologiques dont les deux piliers relèvent de l'intervention financière publique : introduire des éco-taxes intelligentes et subventionner les activités jugées utiles du point de vue du développement durable ou plutôt des « contenus » de l'activité économique. La recette est typiquement "keynésienne" en ce qu'elle ne pose pas la question des formes de propriété, de leur diversité et de leurs rapports mais identifie la régulation aux actions monétaires de l'Etat et parie sur un effet « multiplicateur » de ces incitations financières par le relais des entreprises industrielles. La tentative présente aussi des éléments de politique post-keynésienne dans la mesure où l'enjeu n'est plus la recherche des grands équilibres pour maximiser la croissance et – dans les variantes socialistes - lier cette optimisation à la défense de l'emploi, plus rarement encore à la réduction des inégalités, mais de prendre en compte la « nature » des matériaux de la production et des activités humaines, les effets de celles-ci sur la nature. Ce changement d'objectif impose l'introduction dans l'éco-économie des relations entre humains et objets, vivants ou non, des inégalités résultant de l'organisation de ces rapports, en d'autres termes d'un ensemble de rapports que les comptabilités "matières" et le chiffrage des externalités environnementales tentent d'objectiver. Ces déplacements sont un élément d'importance de la nouvelle donne « éco-écologique ». Malgré leurs limites, tant la gauche critique du capitalisme que la mouvance écologique ont tout intérêt à les prendre à sérieux pour les radicaliser et aborder les vrais enjeux. L'argument défendu ici est que ceux-ci se déclinent autour de trois priorités : donner une « valeur » et non un prix à la nature ; redistribuer et réduire les inégalités tant celles sous-jacentes à la crise écologique que celle induites par les mesures imaginées pour y remédier ; relocaliser et resocialiser l'économie pour démocratiser les choix.

à revoir un peu à mon avis, mais on peut laisser comme ça le temps de s'accorder sur ce qui est dit avant

F. Flipo & J.-P. Gaudillère, Inégalités écologiques, croissance « verte » et utopies techniques, Mouvements, n°60, octobre-décembre 2009, pp 78-91.
